

AFFAIRES. AUSTÉRITÉ

C'EST TOUT LE SYSTÈME QU'IL FAUT METTRE EN EXAMEN !

Cahuzac a finalement été obligé d'avouer qu'il avait fraudé et menti. Lesoi-disant champion de la lutte contre la fraude fiscale, le donneur de leçon qui a prôné l'austérité aux classes populaires, aux 5 millions de chômeurs comme aux 10 millions de pauvres qui ont moins de 900 euros par mois pour (su)rvivre, non seulement jouit d'une solide fortune mais blanchissait en Suisse l'argent qu'il détournait du fisc !

Hollande a beau nous faire son cynique numéro de l'indignation, l'imbrication du pouvoir et de l'argent est révélée à travers toutes ces «affaires», qu'elles concernent la droite – les Sarkozy et autres Lagarde – ou maintenant la «gauche». Ces politiciens ne sont là que pour servir les intérêts de la poignée de parasites capitalistes. Ces 1 % de la société, qui contrôlent 99 % des richesses et décident pour 99 % de la population, sont tellement convaincus que « tout est à eux » que certains bafouent leur propre légalité pour se servir et augmenter leur fortune personnelle ou leur pouvoir, voire les deux.

Coupables d'austérité !

Certains sont enfin poursuivis. Mais ils ne seront jamais inquiétés par la Justice pour les politiques d'austérité qu'ils mettent en œuvre comme Président de la République, ministres ou responsable du FMI. C'est en toute légalité mais dans la plus complète illégitimité qu'ils imposent le remboursement de la dette pu-

blique, l'injustice fiscale, la destruction des services publics, de nos emplois, de la protection sociale, de nos salaires... et qu'ils sont directement responsables et coupables de la misère et du désespoir de millions d'hommes et de femmes.

Retrait de l'ANI !

Construisons un « tous ensemble » !

Aujourd'hui, même affaibli par les «affaires», le gouvernement poursuit inlassablement sa politique antisociale, et veut même faire du misérable ANI une loi. Un démantèlement du Code du Travail, une machine de guerre pour licencier plus vite et moins cher, pour baisser les salaires, imposer la mobilité, rallonger le temps de travail...

Il est urgent de stopper l'offensive antisociale !

Comme dans d'autres pays européens, tous les partis ayant appliqué les politiques libérales sont de plus en plus discrédités et en crise. Mais le mal-vivre causé par

des politiques de plus en plus brutales et le rejet d'un personnel politique qui impose des sacrifices aux plus modestes et sert les puissants et les riches - quand il ne se sert pas lui-même malhonnêtement - poussent de nombreuses victimes de la crise dans les bras de l'extrême droite - raciste, chauvine, anti-ouvrière, antidémocratique.

Si rien ne vient inverser la tendance, c'est immanquablement le FN et une partie de la droite prête à s'allier avec lui qui en tireront profit.

Mais tous ceux-là participent du même monde politique. La droite et l'ancien président des riches traînent une lourde gamelle, et la démagogue réactionnaire, millionnaire, Le Pen ne vaut évidemment pas mieux. D'autant qu'elle est compromise par ses liens avec celui qui a géré l'ouverture du compte suisse de Cahuzac. Tous ne rêvent que d'accéder au pouvoir pour servir les intérêts des classes dominantes.

suite au verso >>>



toute l'info locale sur www.npa66.org

prendre contact :

06 87 10 05 62 - contact@npa66.org

NPA66, 16, rue des Commères - 66000 Perpignan

Contre la république du fric et des menteurs, une démocratie réelle maintenant !

Pour ne pas les laisser tirer les marrons du feu, il est urgent que le monde du travail se mobilise et s'organise pour mettre fin à cette république des riches et imposer un gouvernement au service des travailleurs et de la grande majorité de la population.

Un gouvernement qui interdise les licenciements, qui annule la dette et se débarrasse de la mainmise des capitalistes sur les finances publiques, qui répartisse autrement les richesses, qui garantisse les droits des travailleurs

et de la population et leur permette d'exercer leur contrôle sur la marche de la société et de l'Etat. Il n'y aura pas de réelle démocratie tant que la société sera aux mains des grands capitalistes et de la haute finance. Tout leur système est corrompu jusqu'à la moelle parce qu'il sert les intérêts de la minorité capitaliste.

Nous voulons une réelle démocratie maintenant comme le réclamaient les Indignés de l'Etat espagnol - une démocratie par en bas qui interdise le cumul des mandats, impose le contrôle direct et la révocabilité des élus et mette les puissances de l'argent hors d'état de nuire.

Mais il n'y aura pas de solution sans rapport de force, sans mobilisation longue, déterminée et généralisée.

Pour une opposition de gauche à Hollande-Ayrault !

Le NPA s'adresse à toutes les forces de gauche qui ne participent pas au gouvernement pour organiser ensemble la riposte tant sur le terrain social que démocratique.

C'est notre responsabilité commune de construire ensemble une opposition de gauche à François Hollande. Une opposition sociale et politique qui combatte clairement la politique du gouvernement et du patronat, en rompant avec la logique du profit et du capitalisme.

Cabestany – Solidarité avec les travailleurs d'EDIT 66 !

Vendredi 29 mars, le PDG de la multinationale Mercurius qui possède l'imprimerie Edit 66, installée au Mas Guerido, venait annoncer qu'il ne paierait pas les indemnités conventionnelles à dix-neuf «licencié(e)s économiques». (A noter que Mercurius - qui ose invoquer des «pertes» - est rattachée à la Hal Holding LV, domiciliée... dans le paradis fiscal qu'est l'île de Curaçao!)

Mal en a pris à ce patron voyou qui a eu à affronter la colère, légitime, des salariés qui l'ont séquestré pendant près de dix heures! Il a fini par donner sa parole (!) qu'il engagerait une procédure de cessation de paiement et verserait les indemnités et salaires dus. Les chèques émis au bénéfice des licenciés se sont révélés... non provisionnés!

A l'heure où, notamment avec l'ANI, le couple Hollande-Parisot aggrave l'attaque contre les acquis des travailleurs et le Droit du Travail, les patrons se sentent le vent en poupe pour pousser encore plus loin cette attaque dans «leur» entreprise et fouler aux pieds ce qui reste des droits des travailleurs.

Ici comme ailleurs, les patrons évoquent la «crise» pour justifier leurs mauvais coups, mais cette crise est la leur et ce n'est pas aux travailleurs de la payer. Interdiction des licenciements!

Jean-Marc Pujol et le « 19 mars » : Le revanchisme colonial « fait maire » !

En décidant de mettre en berne le drapeau tricolore le 19 mars, jour commémoratif du cessez-le-feu de la Guerre d'Algérie, le maire de Perpignan, bruyamment soutenu par le FN, n'a fait que rester fidèle aux engagements pro-colonialistes dont il a fait son fonds de commerce politique – depuis la stèle à la gloire des assassins de l'OAS dans le cimetière Nord de Perpignan jusqu'à son «Centre de documentation» faisant l'apologie de l'Algérie française. Un revanchisme colonial au service du racisme et du colonialisme d'aujourd'hui.

Le NPA 66, fidèle à ses engagements anticolonialistes et antiracistes, réaffirme à cette occasion la légitimité de ce que fut la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Aujourd'hui où la France sous la houlette de François Hollande poursuit ses aventures néocoloniales au Mali, la solidarité avec les peuples soumis à l'impérialisme reste d'une brûlante actualité.



toute l'info locale sur www.npa66.org

prendre contact :

06 87 10 05 62 - contact@npa66.org

NPA66, 16, rue des Commères - 66000 Perpignan